

L'ALBA rejette les mesures coercitives contre des États souverains



Caracas, 29 août (RHC) Le secrétaire exécutif de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP) Sacha Llorenti a dénoncé le fait que les sanctions unilatérales imposées aux peuples entravent les efforts des États pour lutter contre le changement climatique.

"Les mesures coercitives unilatérales constituent un crime contre l'humanité qui empêche toute action contre le changement climatique et limite les capacités de réaction des États", a-t-il expliqué.

Le diplomate bolivien a fait ces déclarations lors de son intervention au deuxième Forum international des Retrouvailles avec la Mère Terre qui se déroule à Caracas, la capitale vénézuélienne.

Llorenti a vigoureusement critiqué les pays développés pour la crise environnementale et a déclaré que "les modes de production et de consommation non viables des pays développés et surtout l'absence de volonté politique pour le respect des engagements et des obligations" ont accéléré le changement climatique.

L'ALBA-TCP a également averti vendredi sur son compte Twitter que les pays d'Amérique latine sont les plus vulnérables au changement climatique. "Les pays subissent les impacts chroniques et progressifs du changement climatique, qui ont des répercussions et paralysent les progrès en matière de développement durable", a-t-il déclaré.

Isabel Di Carlo, représentante du Ministère des affaires étrangères du Venezuela, pour sa part, a réaffirmé l'engagement du Gouvernement vénézuélien de respecter le droit constitutionnel de chaque génération de protéger et de préserver l'environnement.

Le Venezuela, l'Iran, Cuba, le Nicaragua et la Syrie, parmi de nombreux autres États souverains visés par les mesures coercitives unilatérales des États-Unis, ont proposé de créer une coalition pour défendre la Charte des Nations Unies et réfuter les sanctions américaines.

La République islamique d'Iran, à son tour, a dénoncé à maintes reprises que les embargos américains entravent la lutte de Téhéran contre le changement climatique.

"Les sanctions unilatérales des États-Unis ont entravé l'utilisation effective de nos capacités nationales pour remplir nos obligations et, par conséquent, ces sanctions illégales et inhumaines doivent être levées", a souligné le 23 février dernier le représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies, Mayid Tajt Ravanchi, dans son intervention lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur les effets du changement climatique sur la paix et la sécurité mondiales.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/268445-lalba-rejette-les-mesures-coercitives-contre-des-etats-souverains>



Radio Habana Cuba